



# audirhin

commissariat aux comptes



## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2023

### ASSOCIATION PETITE CAMARGUE ALSACIENNE

Siège social : 1 RUE DE LA PISCICULTURE

68300 SAINT-LOUIS

---

#### AUDIRHIN

1 rue de Berlin  
68 350 BRUNSTATT-DIDENHEIM  
Tél : 03 68 00 19 15

SAS au capital de 40 000 € - RCS MULHOUSE 333 720 597  
Domiciliation bancaire : CIC ENTREPRISE COLMAR  
IBAN : FR76 3008 7330 8000 0202 4970 151 BIC : CMCIFRPP  
SIRET : 333 720 59700041 TVA intracommunautaire : FR 68 333720597

Société de Commissariat  
aux Comptes inscrite près  
la Cour d'Appel de COLMAR.



# ASSOCIATION PETITE CAMARGUE ALSACIENNE

1 Rue de la PISCICULTURE  
68300 SAINT-LOUIS

---

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2023

Aux membres,

### 1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION PETITE CAMARGUE ALSACIENNE, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### 2. Fondement de l'opinion

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **3. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La présentation d'ensemble des comptes et les options retenues dans le choix des méthodes comptables n'appellent pas de notre part de commentaires particuliers.

Dans le cadre de nos appréciations des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes nous nous sommes notamment assurés que les immobilisations corporelles et les créances figurant à l'actif sont valorisées conformément à la méthode décrite dans les notes de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **4. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du bureau et dans



les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

#### **5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

#### **6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas



fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Brunstatt-Didenheim, le 16 avril 2024

Pour la société AUDIRHIN  
Commissaire aux comptes

A large, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of a large loop and a horizontal stroke, written over the name Olivier MILLET.

Commissaire aux comptes

État préparatoire au Bilan Actif

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023				Du 01/01/2022 Au 31/12/2022	
		Brut		Amortis. Provisions		Net	
						Net	
État exprimé en €							
Capital souscrit non appelé (I)		AA					
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations Incorporelles						
	Frais d'établissement	AB		AC			
	Frais de recherche et de développement	AD	17 999,76	AE	17 999,76		
	Concessions brevets droits similaires	AF		AG			
	Fonds commercial (1)	AH		AI			
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	7 000,00	AK	7 000,00		
	Avances et acomptes	AL		AM			
	Immobilisations Corporelles						
	Terrains	AN	949 481,27	AO	923 817,43	25 663,84	28 703,86
	Constructions	AP	1 960 137,55	AQ	1 841 452,36	118 685,19	103 275,17
	Installations techniques,mat et outillage indus.	AR	730 273,12	AS	693 895,70	36 377,42	18 078,49
	Autres immobilisations corporelles	AT	229 386,76	AU	202 052,10	27 334,66	32 624,91
	Immobilisations en cours	AV	19 167,42	AW		19 167,42	12 297,32
	Avances et acomptes	AX		AY			
	Immobilisations Financieres						
	Participations évaluées selon mise en équivalence	CS		CT			
	Autres participations	CU		CV			
	Créances rattachées à des participations	BB		BC			
	Autres titres immobilisés	BD		BE			
	Prêts	BF		BG			
	Autres immobilisations financières	BH		BI			
	TOTAL (II)		BJ	3 913 445,88	BK	3 686 217,35	227 228,53
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours						
	Matières premières, approvisionnements	BL		BM			
	En-cours de production de biens	BN		BO			
	En-cours de production de services	BP		BQ			
	Produits intermédiaires et finis	BR		BS			
	Marchandises	BT	9 571,29	BU		9 571,29	10 771,74
	Avances et Acomptes versés sur commandes	BV		BW			
	Créances						
	Créances clients et comptes rattachés (3)	BX	27 585,20	BY		27 585,20	11 252,00
	Autres créances (3)	BZ	14 041,92	CA		14 041,92	26 186,80
	Capital souscrit appelé, non versé	CB		CC			
	Valeurs mobilières de placement	CD		CE			
	Disponibilités	CF	1 390 880,92	CG		1 390 880,92	1 306 276,19
	Charges constatées d'avance (3)	CH		CI			
TOTAL (III)		CJ	1 442 079,33	CK	0,00	1 442 079,33	1 354 486,73
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CL					
	Primes et remboursement des obligations ( V)	CM					
	Ecart de conversion actif (VI)	CN					
TOTAL ACTIF		CO	5 355 525,21	1A	3 686 217,35	1 669 307,86	1 549 466,48
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :		CP	(3) Part à plus d'un an :		CR
Clause de réserve de propriété :*		Immobilisations :		Stocks :		Créances :	



# État préparatoire au Bilan Passif

État exprimé en €

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023		Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
Capitaux Propres	Capital social ou individuel (1)	DA	397 526,63	341 906,03
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	DB		
	Ecart de réévaluation (2)	DC		
	<b>RESERVES</b>			
	Réserve légale (3)	DD		
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	433 571,00	433 571,00
	Réserves réglementées (3)	DF		
	Autres réserves	DG		
	Report à nouveau	DH		
	<b>Résultat de l'exercice</b>	DI	52 760,94	55 620,60
Autres Fonds Propres	Subventions d'investissement	DJ	248 720,70	220 665,74
	Provisions réglementées	DK		
	<b>Total des capitaux propres</b>	DL	1 132 579,27	1 051 763,37
	Produits des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	<b>Total des autres fonds propres</b>	DO	0,00	0,00
	Provisions pour risques	DP		
	Provisions pour charges	DQ	248 284,00	223 785,00
	<b>Total des provisions</b>	DR	248 284,00	223 785,00
	<b>DETTE FINANCIERES</b>			
Dettes	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU		
	Emprunts et dettes financières divers	DV		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	<b>DETTE D'EXPLOITATION</b>			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	59 350,51	55 946,56
	Dettes fiscales et sociales	DY	148 573,22	103 416,99
	<b>DETTE DIVERSES</b>			
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
Renvois	Autres dettes	EA		
	Produits constatés d'avance (4)	EB	80 520,86	114 554,56
	<b>Total des dettes</b>	EC	288 444,59	273 918,11
	Ecart de conversion passif	ED		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	EE	1 669 307,86	1 549 466,48
	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C		
	(2) Dont Écart de réévaluation libre	1D		
	Réserve de réévaluation (1976)	1E		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG		
	(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH		

# État préparatoire au Compte de résultat 1/2

État exprimé en €

Du 01/01/2023  
Au 31/12/2023Du 01/01/2022  
Au 31/12/2022

		France		Exportation				
Produits d'exploitation	Ventes de marchandises	FA	84 683,09	FB		FC	84 683,09	125 244,45
	Production vendue      Biens	FD		FE		FF		
	Services	FG	155 238,31	FH		FI	155 238,31	134 048,66
	<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	FJ	239 921,40	FK		FL	239 921,40	259 293,11
	Production stockée					FM		
	Production immobilisée					FN		
	Subvention d'exploitation					FO	906 968,28	710 568,08
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges (9)					FP	14 839,22	23 918,24
	Autres produits (1) (11)					FQ	39 250,63	55 695,19
	<b>Total des produits d'exploitation (2)</b>					FR	1 200 979,53	1 049 474,62
Charges d'exploitation	Achats de marchandises					FS	16 026,84	13 792,14
	Variation de stock					FT	1 200,45	-1 039,28
	Achats de matières et autres approvisionnements					FU	19 451,13	24 166,01
	Variation de stock					FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6bis)					FW	270 214,88	222 295,50
	Impôts, taxes et versements assimilés					FX	75 986,66	55 006,43
	Salaires et traitements					FY	557 556,53	496 149,43
	Charges sociales du personnel (10)					FZ	182 161,71	163 424,97
	Dotations aux amortissements					GA	102 419,71	199 929,30
	Dotations aux provisions :							
	- sur immobilisations					GB		
	- sur actif circulant					GC		
	- pour risques et charges					GD	24 958,00	16 409,00
	Autres charges (12)					GE		754,54
	<b>Total des charges d'exploitation (4)</b>					GF	1 249 975,91	1 190 888,04
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>						GG	<b>-48 996,38</b>	<b>-141 413,42</b>
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée					GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré					GI		
Produits financiers	De participations (5)					GJ		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	3 808,53	1 547,78
	Reprises sur provisions et transfert de charges					GM		
	Différences positives de change					GN	2 018,82	1 381,26
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
<b>Total des produits financiers</b>						GP	5 827,35	2 929,04
Charges financières	Dotations aux amortissements et aux provisions					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	1 823,07	1 157,65
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT		
<b>Total des charges financières</b>						GU	1 823,07	1 157,65
<b>RESULTAT FINANCIER</b>						GV	4 004,28	1 771,39
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>						GW	-44 992,10	-139 642,03

État préparatoire au Compte de résultat 2/2

Etat exprimé en €

Du 01/01/2023 Au 31/12/2023		Du 01/01/2022 Au 31/12/2022	
-44 992,10		-139 642,03	
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	HA	
	Sur opérations en capital	HB	97 753,04
	Reprises sur provisions et transfert de charges	HC	
	Total des produits exceptionnels (7)	HD	97 753,04
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion (6bis)	HE	
	Sur opérations en capital	HF	
	Dotations aux amortissements et aux provisions (6ter)	HG	
	Total des charges exceptionnelles (7)	HH	0,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL		HI	97 753,04
PARTICIPATION DES SALARIES		HJ	
IMPOTS SUR LES BENEFICES		HK	
TOTAL DES PRODUITS		HL	1 304 559,92
TOTAL DES CHARGES		HM	1 251 798,98
RESULTAT DE L'EXERCICE		HN	52 760,94
RENOIS	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
	(2) Dont produits de locations immobilières	HY	
	(2) Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1G	
	(3) Dont - Crédit-bail mobilier *	HP	
	(3) Dont - Crédit-bail immobilier	HQ	
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1H	
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées	1J	
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K	
	(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	HX	
	(6ter) Dont amortissements des souscriptions dans les PME innovantes (art 217 octies)	RC	
	(6ter) Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art 39 quinquies D)	RD	
	(9) Dont transferts de charges	A1	
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	
	(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
	(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	
	(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives	A6	
	(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : obligatoires	A9	
	(7) Détails des produits et charges exceptionnels :	Exercice N	
		Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
	(8) Détails des produits et charges sur excercices antérieurs :	Exercice N	
		Charges antérieures	Produits antérieurs





Le total du bilan avant répartition de l'exercice clos le 31.12.2023 est de 1'669'308.-€ le chiffre d'affaires au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste est de 239'921.-€ et le résultat positif constaté est de 52'761.-€.

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période allant du 01/01/2023 au 31/12/2023. Les notes et tableaux présentés ci-après, sont partie intégrante des comptes annuels.

## Faits caractéristiques de l'exercice

Pour l'année 2023, la part des investissements par rapport à l'année 2022 est en augmentation. En effet, le montant du budget investissements est passé de 91'244.-€ en 2022 à 127'798.-€ en 2023 dont 59'898.-€ ont été consacré au service Pisciculture, 36'717.-€ au secteur Gestion de la Réserve, 4'982.-€ au CINE, 23'413.-€ au patrimoine bâti, 512.-€ au secteur recherche et 2'278.-€ au Service Généraux.

Le budget de fonctionnement est passé de 1'028'485.-€ en 2022 à 1'191'968.-€ en 2023.

Les charges de fonctionnement sont en augmentation (+17.00%) par rapport à 2022.

Les produits de fonctionnement sont en augmentation (+15.90%) par rapport à 2022.

Le chiffre d'affaires comparé à 2022 est en diminution de (-7.50%), passant de 259'293.-€ à 239'921.-€ essentiellement dû à un accident de production des alevins de saumons (-46.60%). Par contre il est à noter une augmentation des ventes des boutiques de (+11%).

Les frais de personnel sont en augmentation (+12.50%) par rapport à l'année précédente dû à des embauches (+1.5ETP) et obligations de la convention collective ECLAT. Au 31/12/23, les engagements retraite ont augmenté de 24'715.-€ portant la provision au montant global de 248'500.-€.

Le résultat de l'exercice est positif et se monte à 52'761.-€.

Le montant des subventions d'investissement restant à recevoir est de 0.00.-€.

Le solde de la provision de la subvention du ministère (6 000€ par an) est ainsi de 38'484.-€ permettant de faire face au renouvellement du matériel de gestion.

Les fonds dédiés pour le projet du bâtiment de la porte du CINE qui se montent à 270'000€ en 2023 ont été utilisé pour la somme de 19'167.-€ pour la première phase de l'étude de l'Adhaur ainsi que des expertises géologiques.

## Règles et méthodes comptables

### Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect du principe de prudence et d'indépendance des exercices et en présumant la continuité de l'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Sorties	Valeur brute fin d'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de développement	18 000	-	-	18 000
Concessions, brevets et droits similaires	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	7 000	-	-	7 000
Terrains	916 844	32 637	-	949 481
Installations générales, agencements, aménagements des constructions	1 895 710	64 428	-	1 960 138
Installations techniques, matériel et outillage industriel	701 817	28 456	-	730 273
Autres immobilisations corporelles	227 109	2 278	-	229 387
Immobilisations en cours	12 297	6 870	-	19 167
	-	-	-	-
	-	-	-	-
	<b>3 778 777</b>	<b>134 669</b>	<b>0</b>	<b>3 913 446</b>

## Etats des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice

Frais d'établissement, de recherche et de développement  
Concessions, brevets et droits similaires  
Autres immobilisations incorporelles  
Terrains  
Installations générales, agencements, aménagements des constructions  
Installations techniques, matériel et outillage industriel  
Autres immobilisations corporelles  
Immobilisations en cours

Amortissement antérieur	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissement global
18 000	-	-	18 000
-	-	-	-
7 000	-	-	7 000
888 140	35 677	-	923 817
1 792 435	49 017	-	1 841 452
683 739	10 157	-	693 896
194 483	7 569	-	202 052
-	-	-	-
<b>3 583 797</b>	<b>102 420</b>	<b>0</b>	<b>3 686 217</b>

## Ventilation des dotations de l'exercice

Frais d'établissement, de recherche de développement  
Concessions, brevets et droits similaires  
Autres immobilisations incorporelles  
Terrains  
Installations générales, agencements, aménagements des constructions  
Installations techniques, matériel et outillage industriel  
Autres immobilisations corporelles  
Immobilisations en cours

Amortissements linéaires	Amort. dégressifs	Amort. exceptionnels	Amort. dérogatoires	
			Reprises	Valeur net
-				
-				
-				
35 677				
49 017				
10 157				
7 569				
<b>103 420</b>				

### Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus
Autres créances clients	27 585	27 585
Divers états et autres collectivités publiques	14 042	14 042
Débiteurs divers		
<b>Total</b>	<b>41 627</b>	<b>41 627</b>

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus
Dettes auprès des établissements de crédit	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	59 350	59 350
Immobilisations et comptes rattachés	-	-
Personnel et comptes rattachés	70 031	70 031
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	74 857	74 857
Autres impôts, taxes et assimilés	3 685	3 685
Produits constatés d'avance	80 521	80 521
<b>Total</b>	<b>288 444</b>	<b>288 444</b>

## **Complément d'informations relatif au Bilan**

### **Produits à recevoir**

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan :

Sur fonctionnement	14 042.-
Sur investissement	0.-

**Total: 14 042.--**

### **Charges à payer**

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan :

Dettes auprès des établissements de crédit	0.—
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 830.—
Dettes fiscales et sociales	148 573.—

**Total: 166 403.—**

### **Charges et produits constatés d'avance**

Charges constatés d'avance	0. —
Produits constatés d'avance	80 521. —
Dont 38 484.-€ sur la subvention du ministère	

## **Complément d'informations relatif au compte de résultat**

### **Ventilation par secteur d'activité du chiffre d'affaires net**

Ventes de marchandises	84 683.—
Produits des activités annexes	15 335.--
Production vendue de services	139 903.--

**Total : 239 921.—**

## Subventions d'équipement

<b>Pisciculture</b>		
- Réfection toiture avec centrale solaire	Commune de Blotzheim	7 600
- Matériel et cage de tri	Saint-Louis Agglomération Alsace	10 900
	Fondation Frey Clavel	34 500
	(Report Pd constaté d'avance 2022)	
		<b>53 000</b>
<b>Réserve</b>		
- Restauration, sécurisation, Etude	Fondation Jeanne Lovioz	8 000
	CEA	5 000
- Chantier de restauration	Saint-Louis Agglomération	20 500
	Commune de Village-Neuf	2 500
	AERM	14 208
		<b>50 208</b>
<b>CINE</b>		
- Tables	Collectivité via ARIENA	1 500
- Borne réparation vélos	Saint-Louis Agglomération	2 600
		<b>4 100</b>
<b>Patrimoine bâtiments</b>		
- Chantier BKC	CEA	5 000
- Sécurisation des sentiers	Saint-Louis Agglomération	11 000
- Chaudière Logement		
		<b>16 000</b>
<b>Recherche</b>		
- Matériel de repasse Ornis	Commune de Village-Neuf	2 500
- Ordinateur SG		
		<b>2 500</b>
	* Subvention restant à recevoir	<b>125 808</b>

### **Evaluation des immobilisations corporelles**

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

### **Evaluation des amortissements**

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	15 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	5/10 ans
Installations techniques	Linéaire	2/10 ans
Matériels et outillage	Linéaire	2/10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3/10 ans
Mobilier	Linéaire	3/10 ans

### **Evaluation des stocks matières et marchandises**

Les stocks de matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

### **Evaluation des créances et des dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées à leur valeur nominale.

### **Disponibilités en euros**

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

### **Disponibilités en devises**

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.